

A Metz, l'ancienne gare finira par accueillir l'Insee

by Les Echos - mardi, septembre 18, 2018

<http://correspondances.fr/a-metz-lancienne-gare-finira-par-accueillir-linsee/>

La décentralisation partielle de l'institut statistique aura été difficile et les travaux prennent du retard, mais les locaux historiques de la SNCF sont sauvés et réhabilités.

Ils y sont presque ! L'an prochain, les 325 agents du Centre statistique de Metz (CSM) actuellement répartis sur deux sites de la ville se rejoindront place du Roi-George dans l'ancienne gare construite par l'occupant allemand en 1878. Inscrite dans le contrat de redynamisation des sites militaires après la saignée imposée à l'agglomération messine, cette délocalisation partielle de l'Insee aura mis dix ans à aboutir et coûtera au moins 24 millions d'euros au contribuable. Mais la belle bâtisse de 7.350 mètres carrés naguère occupée par la direction régionale de la SNCF aura été sauvée et les promesses de Nicolas Sarkozy, en partie tenues.

Rétorsion

En 2008, Metz, sonnée par la perte annoncée de 5.000 emplois, obtint entre autres compensations l'implantation de 665 statisticiens. Mais cette décentralisation fut interprétée comme une mesure de rétorsion par l'Insee, que le président de la République de l'époque avait à maintes reprises mise en cause, et le personnel concerné freina des quatre fers.

Une opportunité patrimoniale

Le transfert s'est débloqué en 2012 à la faveur de l'alternance. Il s'est accéléré un an plus tard lorsque la direction régionale de la SNCF, qui occupait depuis plusieurs décennies le bâtiment séculaire de la place du Roi-George, a annoncé son départ pour des locaux plus fonctionnels. La Ville, qui avait dans un premier temps milité pour la construction d'un bâtiment dans le nouveau quartier de l'Amphithéâtre, a saisi l'opportunité d'une relocalisation dans l'ancienne gare pour éviter une friche et, mieux, bénéficier sans frais d'une réhabilitation patrimoniale de haute tenue.

Au moins un an de retard

Engagées sous maîtrise d'ouvrage du Service des affaires financières et immobilières (Safi) du ministère des Finances à Strasbourg, les opérations de curage et de nettoyage s'avèrent plus complexes que prévu. Lancés début 2017, les travaux d'un montant de 13,5 millions d'euros auront au moins un an de retard. S'y ajoutent le prix de vente du bâtiment de 8,6 millions et le loyer des deux bâtiments transitoires actuels, sur lesquels l'Insee n'épilogue pas. En 2015, la Cour des comptes s'est inquiétée des dérives financières du projet. Prudent, l'institut statistique objecte que toute comparaison entre le coût d'une réhabilitation et celle d'une construction neuve dans un quartier prisé serait hasardeuse.